

Chroniques

Volume 5, numéro 1, mars 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080589ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080589ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1986). Chroniques. *Téoros*, 5(1), 18–23. <https://doi.org/10.7202/1080589ar>

Afin de mieux illustrer les tendances du phénomène touristique, cinq (5) données statistiques permettront à tous d'avoir une meilleure perception de l'état actuel du tourisme québécois et canadien:

- 1) Résultats de l'enquête sur les voyages des Canadiens au quatrième trimestre de 1984 (texte et tableau 1).
- 2) Fréquentation de certains équipements et de certaines attractions touristiques dans différentes régions du Québec (tableau 2).
- 3) Taux d'occupation mensuel dans les établissements hôteliers du Québec (tableau 3).
- 4) Les voyageurs non canadiens entrant au Québec (tableau 4).
- 5) Voyageurs non canadiens entrant au Canada (graphiques 1 et 2).

Résultats de l'enquête sur les voyages des Canadiens - quatrième trimestre 1984
Alors que l'année 1984, année du tourisme, tirait à sa fin, 6,2 millions de Canadiens ont fait au moins un voyage au Canada au cours du dernier trimestre. Ce nombre n'a pas dépassé les niveaux atteints en 1982, mais

Voyages intérieurs effectués au cours du quatrième trimestre			
	1980	1982	1984
Millions	18.2	18.7	19.3
Millions	6.2	6.5	6.2
%	34.1	35.0	32.3
Millions	23.4	21.8	21.8
%	3.8	3.3	3.5
Millions	46.1	42.0	42.5
%	7.5	6.4	6.8
Milliards \$	1.9	2.1	2.5
\$	80.43	96.0	113.40

Source: Statistique Canada - Catalogue 87-003

a constitué une légère remontée par rapport à 1980. Si l'on considère l'ensemble de la population, 32% des Canadiens ont voyagé au cours du quatrième trimestre de 1984, comparativement à 35% en 1982 et 34% en 1980.

Les mois d'octobre à décembre, qui comprennent la traditionnelle dernière visite au chalet au début du trimestre ainsi que les visites du temps de Noël, ont donné lieu à 21.8 millions de voyages, pratiquement

le même nombre qu'en 1982 et un peu moins qu'en 1980.

Le nombre de nuits que les Canadiens ont passées à l'extérieur du foyer a atteint 42,5 millions, ce qui excède le chiffre de 42,0 millions enregistré en 1982. Les dépenses effectuées au cours de ce trimestre ont augmenté de 18% comparativement à 1982. Cette hausse est remarquable du fait qu'il s'agit de la première hausse trimestrielle des dépenses effectuées au chapitre des voyages en 1984.

Fréquentation de certains équipements et de certaines attractions touristiques dans différentes régions du Québec									
Région touristique	Équipements/ Attractions-activités	Juin		Juillet		Août		Septembre	
		1984*	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
Québec	• Fortifications de Québec	144 956	137 708	241 233	159 757	173 671	180 171	15 455	16 055
	• Aquarium	51 097	45 834	62 311	62 239	45 041	44 027	16 720	15 889
	• Zoo	52 970	54 201	64 468	83 995	52 266	59 247	19 479	25 511
	• Citadelle de Québec	30 474	29 122	41 176	44 415	40 117	44 467	8 764	7 885
	• Le port de Québec	73 585	17 133	91 791	33 906	68 595	27 837	4 859	7 045
	• Congressistes	8 269	8 013	16 400	4 945	5 418	1 043	5 057	6 678
	• Chute Montmorency	P	P	P	P	P	P	122 794	132 315
Gaspésie	Parc National Forillon								
	• Fréquentation totale	89 666	74 764	147 245	156 388	100 282	116 344	62 321	54 451
Richelieu/Rive-Sud	Fort Chambly	25 661	33 733	31 172	34 135	23 789	28 234	13 308	15 230
Coeur du Québec	Parc National de la Mauricie								
	• Fréquentation totale	29 039	24 210	60 551	64 377	44 135	54 524	24 320	30 305
Montréal	• Canal de Lachine	72 671	62 454	91 514	113 659	64 013	100 259	33 488	36 714
	• Salle d'accueil - Place Ville-Marie	10 389	11 450	15 965	16 685	13 704	14 109	6 916	6 933
	• Congressistes	12 790	13 345	9 702	135 572**	12 619	7 514	P	P
	• Neuf musées	52 488	83 347	97 556	148 978	101 374	156 577	88 091	105 884
	• Aquarium, Planétarium, Jardin zoologique	116 113	142 156	149 789	180 131	116 271	195 853	31 516	28 908
	• La Ronde	238 675	229 684	526 707	530 066	506 292	507 313	99 617	46 854
	• Jardin Botanique	29 079	52 321	37 051	67 780	32 391	54 604	19 790	33 781

Source: Baromètre touristique du Québec pour les mois de juin, juillet, août, septembre 1985.
*Le mois de juin 1984 a été exceptionnel à cause de la venue des grands voiliers dans la région de Québec
**Le nombre de délégués est exceptionnel avec la tenue de deux grands congrès: Alcooques Anonymes, Témoins de Jéhovah.
P: Données pas disponibles.

Tableau 3

Taux d'occupation mensuel dans les différents établissements hôteliers du Québec en 1985

Région touristique	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre
Montréal	76.0%	80.4%	74.3%	72.7%	63.8%
Québec	77.6%	84.1%	65.7%	61.5%	45.9%
Laurentides	59.7%	50.1%	38.1%	32.6%	28.9%
Estrie	62.4%	61.1%	46.9%	45.2%	38.7%
Outaouais	45.7%	48.8%	42.8%	40.7%	32.5%
Charlevoix	84.2%	76.0%	38.0%	29.7%	23.4%
Le Québec (l'ensemble des 18 régions touristiques)	68.2%	67.1%	55.6%	P	P

Source: Bureau de la statistique du Québec
P: Données pas disponible

Tableau 4

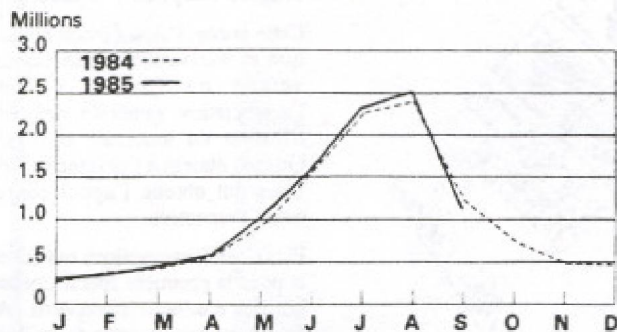
Voyageurs non canadiens entrant au Québec pour les mois de janvier à novembre

Moyen de transport	Janvier à novembre		Variation (%)
	1984	1985	
ÉTATS-UNIS			
• Automobile	784,584	822,502	+4.8
• Autres qu'automobile	599,528	650,647	+8.5
Total (partiel)	1,384,112	1,473,149	+6.4
AUTRES PAYS	333,476	314,918	-5.6
Total	1,717,588	1,788,067	+4.1

Source: Statistique Canada - Catalogue 66-002/Mensuel

Graphique 1

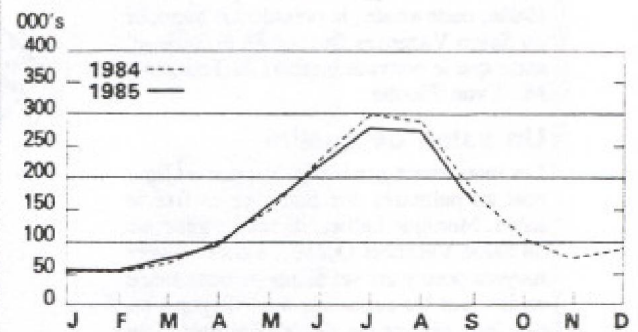
Résidents des États-Unis entrant au Canada et séjournant une nuit ou plus 1984 et 1985



Source: Statistique Canada - Catalogue 66-001

Graphique 2

Voyageurs non résidents en provenance de pays autres que les États-Unis entrant au Canada 1984 et 1985



Source: Statistique Canada - Catalogue 66-001

Au Salon Vacances Québec 86: moi j'réserve

Et oui! Nous voilà déjà rendus à la quatrième, et non la moindre, édition du Salon Vacances Québec. Pour une troisième année consécutive le Salon Vacances Québec se tiendra au Palais des congrès de Montréal du jeudi 17 avril au dimanche 20 avril, (la journée du 16 avril étant réservée aux intervenants touristiques pour la pré-ouverture).

La tenue du Salon Vacances Québec deviendra un des prolongements de la campagne publicitaire du ministère du Tourisme, avec le thème *moi j'réserve*: cette année, le salon veut conscientiser ses visiteurs au fait qu'ils peuvent réserver sur place leurs prochaines vacances estivales. Le salon prendra donc une orientation beaucoup plus commerciale que par les années précédentes et, pendant ces quatre jours, on invitera le public à magasiner ses vacances tout en profitant des réductions offertes par les exposants.

Gratuit! Gratuit! Gratuit!

Quelques 160 exposants totalisant 250 intervenants provenant de toutes les régions touristiques du Québec animeront ce *supermarché des vacances* et auront l'occasion alors d'accueillir quelques 50,000 personnes. Ainsi agents de voyage, transporteurs, hôteliers, restaurateurs, attractions touristiques, associations touristiques régionales et autres intervenants reliés au tourisme se donneront la main pour poursuivre la tradition de ce salon permanent, annuel et spécialisé.

De l'animation inspirée des réalités touristiques régionales et un concours de participation d'envergure vous attendent à ce salon... plus que gratuit.

Enfin, cette année, le président d'honneur du Salon Vacances Québec 86 ne sera nul autre que le nouveau ministre du Tourisme, M. Yvon Picotte.

Un salon de qualité

Les mots *avant-garde* et *professionnel* figurent au palmarès des buts que se fixe le salon. Monique Lallier, directrice générale du Salon Vacances Québec, a choisi divers moyens pour y arriver et innove cette année en invitant les exposants à participer à un des deux séminaires qui se déroulent, l'un à Québec, l'autre à Montréal. Le séminaire, d'une durée d'un jour, aborde divers thè-

mes dont la notion de forfait, les clientèles spécifiques (agents de voyage et multipliateurs de groupes), la promotion de forfaits, la promotion du Salon Vacances Québec, les clientèles cibles et l'aménagement des kiosques. Tout cela pour un accueil plus dynamique et de qualité. De plus, comme à tous les ans, un sondage est confié aux étudiants en tourisme de l'Université du Québec à Montréal. Via ce sondage, les organisateurs du salon peuvent déceler les lacunes et en connaître toujours plus sur leurs clientèles. C'est ainsi que les organisateurs se sont aperçus que la visite du Salon Vacances Québec 85 a amélioré la perception du Québec comme produit touristique dans la presque totalité des cas. Ceci est très encourageant et prouve la qualité de l'information divulguée.

L'aménagement sera sensiblement le même que l'an dernier. D'après le sondage, les gens en étaient très satisfaits puisqu'on offre l'occasion de circuler entre les stands selon un circuit s'apparentant à la géographie du Québec et à la distribution de ses régions touristiques.

Les organisateurs du salon ont aussi trouvé un excellent moyen de faire connaître les produits touristiques québécois en donnant un nouveau visage à leur logo. En effet les organisateurs ont décidé de symboliser les principaux attraits québécois sur leur logo (voir photo) dans le but d'en permettre une meilleure identification de la part des visiteurs. On retrouve sur le logo, l'hôtellerie, la détente, le nautisme et l'aventure.

Initié par l'Association technique du tourisme (ATT), le Salon Vacances Québec devient un outil de promotion privilégié du ministère du Tourisme dans son désir d'aider et d'encourager les Québécois à voyager au Québec.



Le nouveau logo

Hospitality Update 86: Une occasion d'échanges

Les 14-15-16 février derniers avait lieu au Centre Sheraton de Montréal, le congrès Hospitality Update 86. Organisé par et pour des étudiants, le congrès a été une occasion d'enrichissement professionnel pour tous les participants. Le choix et la qualité des conférenciers ont largement contribué à cet enrichissement et ont fait de ce congrès international un succès. Parmi la liste des conférenciers figuraient entre autres: M. Arthur Haulot, secrétaire général du Bureau International du tourisme social (B.I.T.S.), Belgique, M. Zvi Ravon, secrétaire général de la Fédération of International Youth Travel Organizations, Danemark, M. Bob Fleming, directeur général du Bureau du tourisme et des congrès de Calgary, M. Yves Michaud, président et directeur général de la Société du Palais des congrès de Montréal et plusieurs autres conférenciers tous aussi importants et intéressants.

Axé sur le thème général *le tourisme l'affaire de tous*, le congrès a été l'occasion de discuter des grandes questions de l'heure: les parcs nationaux canadiens, les agences de voyages réceptives, les nouvelles tendances hôtelières, la déréglementation dans le transport aérien, CARIM, le tourisme des personnes âgées et des jeunes.

La clôture officielle a été faite, lors du brunch du dimanche matin, par le ministre du Tourisme du Québec, Monsieur Yvon Picotte.

Né sous l'initiative des étudiants en tourisme du Ryerson Polytechnical Institute de Toronto en 1973, le congrès en était à sa quatorzième édition. Et pour la première fois, Montréal a brisé la tradition torontoise en décrochant le titre de la ville hôte du congrès Hospitality Update 86.

Cette année, l'Association étudiante en gestion et intervention touristiques de l'Université du Québec à Montréal et l'Association générale des étudiants de l'Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec étaient à l'origine de l'événement. Elles ont obtenu l'appui concret de leur école respective.

Plus de 900 inscriptions ont été enregistrées et pour la première fois le congrès accueillait des étudiants européens. Au total 44 écoles en provenance de la Belgique, des Bermudes, des États-Unis et du Canada ont participé à ce congrès.

Directeur d'une association touristique régionale



Monsieur Pierre Tremblay

Pour certaines régions du Québec, le tourisme a acquis au cours des ans une importance toujours plus considérable dans son apport au développement économique. La croissance de ce secteur d'activités, bien que prévisible, s'est souvent fait de manière chaotique, sans plan d'ensemble, ce qui a eu des effets quelques fois négatifs tant pour la région que pour son industrie touristique.

La création il y a quelques années des Associations touristiques régionales (ATR) visait entre autre la prise en main d'un phénomène complexe et son développement harmonieux. L'ATR se voulait l'interlocuteur privilégié de l'État en région. Cet organisme devait faire en sorte, par ses actions, d'améliorer le produit touristique régional et d'en faire la promotion auprès des clients recherchés. Le rôle dévolu au directeur de l'ATR apparaît ici fort exigeant, à tout le moins important, compte tenu des buts visés par l'organisme. Pour en connaître davantage les caractéristiques, Téoros a rencontré monsieur Pierre Tremblay, directeur de l'ATR de Charlevoix, région touristique au charme certain.

Téoros: En tant que directeur d'ATR, quelles sont, monsieur Tremblay, vos principales tâches?

Pierre Tremblay: D'abord, mon rôle est de favoriser le développement et la promotion du produit touristique, et ce surtout avec l'entreprise privée. Il me faut préparer des campagnes de promotion et les "vendre" aux entreprises touristiques. Dans une journée de bureau par exemple, j'ai diverses tâches qui m'attendent. Le

matin, je fais une demi heure d'administration puisque d'abord j'ai un rôle d'administrateur et je dois gérer l'entreprise et les fonds qui me sont confiés. Je fais ensuite un peu de "politique", j'entends par là des représentations pour divers dossiers auprès des instances politiques, qu'elles soient municipales, régionales ou provinciales. Je travaille ensuite sur des dossiers de développement, puis je rencontre quelques personnes, soit pour des subventions, soit pour des demandes d'appui, etc. À ce titre, on est vraiment des interlocuteurs pour le gouvernement dans le milieu, et le milieu nous reconnaît comme tel. La journée se termine par une réunion, car il faut aller sur le terrain, rencontrer les gens, prendre le pouls des membres. On a aussi d'autres réunions, du conseil d'administration, de concertation avec des petits groupes d'intérêt ou des groupes spécialisés. En plus, je dois voir le produit touristique, faire des recommandations, rencontrer des promoteurs pour orienter certaines de leurs actions, etc. Bref, on est un peu un homme-orchestre.

Téoros: Vous travaillez en vous basant sur un plan ou schéma d'aménagement touristique?

Pierre Tremblay: On en a un qui date de 1980, qui visait davantage le développement de la villégiature. On reprend actuellement l'opération "plan de développement touristique" où l'on mettra l'accent sur le tourisme plus que sur la villégiature. On y travaille en collaboration avec les MRC de la région.

Téoros: Quelles sont vos orientations générales en ce qui a trait au développement du produit touristique *Charlevoix*?

Pierre Tremblay: On a une préoccupation de diversification du produit. Entre autres choses, on a résolu de développer notre propre réseau de "bed and Breakfast" (B & B) dans chacune de nos communautés villageoises, ceci afin d'offrir des choix alternatifs à la clientèle; sur un total de près de 2000 chambres, les visiteurs trouvent, à 80%, des chambres de grand confort. On développe dans Charlevoix des produits liés à la ressource, avec un préjugé très favorable pour le tourisme économique par opposition ici au tourisme social. Charlevoix se positionne bien par rapport au marché québécois et montréalais et possède, à notre avis, un potentiel de développement sur les marchés hors Québec. C'est un "produit" qui a sa spécificité.

Téoros: Quels sont les avantages, les inconvénients d'un poste comme le vôtre?

Pierre Tremblay: Évidemment, parmi les inconvénients, il y a les heures de travail qui, dans le domaine du tourisme, sont pour le moins irrégulières et longues. Étant donné que l'on n'a pas les ressources financières pour se payer une kirielle d'assistants et de collaborateurs, le directeur devient la personne la plus en demande dans la région, pour les dossiers touristiques du moins. Ça prend donc une grande disponibilité, ce qui peut éventuellement nuire à votre vie privée, familiale.

D'un autre côté, on trouve beaucoup de satisfaction dans le travail qui n'est pas monotone, un travail où sans cesse la matière se renouvelle. Quand on parraine un projet dans plusieurs de ses étapes de développement et qu'on voit après coup que c'est un succès, alors c'est très motivant.

Téoros: Quelle formation, quelles qualités sont requises pour faire un bon directeur d'ATR?

Pierre Tremblay: Pour ma part, j'ai une formation en histoire, mais les nombreuses expériences dans des organismes de développement, de conservation du patrimoine, d'histoire régionale, etc. ont fait que mes intérêts ont toujours touché au tourisme tout en débordant son cadre strict. À mon avis, c'est plus une question d'intérêt que de formation. Ça prend une formation universitaire, une méthode de travail, une capacité d'analyse, de synthèse. Si l'on n'a pas une formation d'administrateur, il faut avoir la capacité d'apprendre. Donc, c'est plus en terme de capacité que de formation. Il faut considérer le travail pluridisciplinaire d'un directeur d'ATR. Ainsi, il faut avoir une certaine facilité en relations publiques, avoir de l'entregent parce que c'est un élément essentiel de notre travail. Il faut enfin avoir des facilités pour le travail d'équipe puisque l'on rencontre des entreprises touristiques pour des questions de développement, de promotion ou de concertation. Beaucoup de travail quoi!

Ministère du Loisir,
de la Chasse et de la Pêche
**Conférence sectorielle
sur le loisir touristique
"document de réflexion"**
Québec 1985

Un outil de réflexion

Conçu dans l'intention d'être un outil de réflexion, le document du MLCP est également un élément préparatoire à la Conférence nationale du loisir. Il s'insère donc dans un processus large visant à établir un consensus sur le loisir touristique et à fixer les priorités d'actions de même que la politique nationale.

Le ski

Dans un premier temps, les mesures et programmes touchant le ski alpin sont abordés. Ils consistent à consolider et à moderniser les équipements d'infrastructures et de superstructures. Ainsi, l'aide au développement des équipements de ski alpin s'est adressée aux petites stations tandis que le programme concernant les centres touristiques s'est orienté vers les centres majeurs de vacances.

À cet effort mis sur l'offre, s'est ajouté celui axé sur la demande. On pense ici à la campagne de sensibilisation auprès des médias ainsi qu'à la reconnaissance du Conseil québécois du ski, organisme promoteur du ski alpin.

Toutefois, malgré l'amélioration de l'offre et de la demande, le MLCP ne peut que constater le faible taux moyen d'utilisation (30%) des centres de ski. Même si on ne peut juger sans réserves des politiques qui visent à rendre l'offre de ce produit plus concurrentielle et plus accessible, le MLCP juge bon de se questionner sur le déséquilibre entre le ski alpin et le ski nordique. Il avance même l'idée d'établir une politique en faveur de ce dernier. Cette politique viserait un développement polyvalent des infrastructures et des équipements de façon à favoriser leur utilisation sur une base annuelle. On en arrive donc à proposer la vente du Québec comme destination hivernale avec, comme produit vedette, le ski nordique.

Les ressources fauniques

Au niveau de l'exploitation des ressources fauniques, le MLCP a pour mandat de veiller à l'aménagement, à la protection ainsi qu'à la conservation de ces ressources. Ces dernières sont regroupées sous divers types

de territoires: les réserves fauniques, les zones d'exploitation contrôlée, les pourvoies et les territoires non organisés.

Encore ici, le MLCP a observé une disproportion entre l'offre et la demande au niveau des territoires et des espèces présentes. On se questionne sur la nécessité d'établir un lieu central de renseignements et de réservations. Ce faisant, il deviendrait le point de contact entre le prestataire d'un territoire, l'usager et le MLCP. Ce dernier voit en cela un bon moyen pour permettre à la demande latente de s'exprimer et, dans une certaine mesure, d'alléger la pression exercée sur certains types de territoires et d'espèces. De plus, le MLCP se demande si l'État ne devrait pas accorder une plus grande place aux sociétés privées intéressées aux loisirs touristiques en ces lieux.

Parcs et plein air

Sur le troisième plan, celui des parcs et du plein air, le MLCP s'associe dans son travail avec d'autres ministères québécois, d'autres paliers de gouvernement ainsi qu'avec le secteur privé.

Antérieurement, des parcs et des réserves de haute qualité n'ont eu qu'un faible taux de fréquentation. Une remise en question quant à la direction des efforts vers un accroissement qualitatif ou quantitatif du réseau *parcs et plein air* s'est alors imposée au ministère. De plus, la portée réelle de l'information diffusée ainsi que l'action sur les centres de plein air urbains et périphériques ont amené le MLCP à se questionner sur ses activités visant une nouvelle clientèle qui, à première vue, n'a pas répondu.

L'hébergement

Pour ce qui est des réseaux et des structures d'hébergement, les bases de plein air, les camps de vacances, les centres de vacances familiales, les auberges de jeunesse ainsi que les programmes Découverte du Québec, les échanges de jeunes et ceux visant le financement des organismes nationaux de loisirs, l'aide prend soit la forme d'une sous-tarifcation des services, soit celle d'une assistance aux organismes représentatifs du milieu.

C'est justement ces mesures d'aide que le MLCP remet en cause. L'accessibilité aux loisirs touristiques s'est-elle accrue par ces mesures ou une autre formule (ex. le chèque-vacances) n'entraînerait-elle pas une plus grande équité générale?!

C'est donc dans le but d'optimiser ses programmes et politiques touchant le loisir touristique que le MLCP interroge les

intervenants intéressés par le sujet. Les réponses quant à la redéfinition du rôle de chacun devraient surgir lors de la Conférence sectorielle sur le loisir touristique, l'une des étapes préparatoires à la Conférence nationale du loisir. La conférence sectorielle est prévue du 11 au 13 avril 1986.

Normand Cazalais
Jacques Coulon
**Séjour dans les auberges
du Québec**
Montréal, Ed. l'Homme, 1985

Plus qu'un simple répertoire

Le livre de Normand Cazalais et de Jacques Coulon décrit soixante et onze (71) auberges du Québec. Plus qu'un simple répertoire, ce guide s'avère être la résultante d'une sélection des établissements d'hébergement selon des critères nécessaires et particuliers aux auteurs.

Dans ce guide, l'auberge est définie comme étant un établissement d'environ dix (10) chambres, géré sur les lieux par le(s) propriétaire(s) et caractérisé par un accueil chaleureux et une cuisine de qualité. Les hôtels, motels, beds aux breakfasts et les auberges de plus de dix chambres ont par le fait même été écartés.

Présentées sous la bannière de leur région d'appartenance, les auberges sélectionnées font l'objet d'une description allant dans le sens des critères de sélection. Pour chaque établissement, on retrouve une photo des lieux, un bref historique de la bâtisse, quelques caractéristiques de cette dernière; on y présente aussi le(s) aubergiste(s), la cuisine qui y est servie ainsi que quelques attraits touristiques présents dans les environs.

Le prix des chambres ainsi que la liste des services qu'il est possible de recevoir sont inclus dans la description de chaque établissement. De plus, à la carte routière régionale présentée au début de chaque région touristique, une carte simplifiée s'insère dans les présentations des auberges de façon à favoriser leur accessibilité.

Ce petit guide, tout en regroupant les données techniques d'utilité pratique pour les voyageurs, rend bien l'essence même des lieux décrits soit le caractère humain des auberges. De plus, comme ces dernières, le guide de Normand Cazalais et Jacques Coulon est empreint de petites attentions non négligeables pour les usagers.

INRS-Urbanisation: lieu de recherches

L'INRS-Urbanisation, centre interdisciplinaire d'études urbaines et régionales, a pris naissance en 1970 grâce à l'initiative de l'Institut national de recherche scientifique, une constituante de l'Université du Québec. L'objet de sa création était l'acquisition et la diffusion d'un ensemble de connaissances sur la dynamique urbaine et régionale du Québec.

En tant que constituante du réseau de l'Université du Québec, l'INRS comporte un conseil d'administration et bénéficie d'une subvention octroyée par le ministère de l'Éducation du Québec. Il reçoit des subventions de recherches d'organismes tels que le fonds FCAR du Québec et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Les ressources financières proviennent également de contrats de recherches réalisés pour des organismes gouvernementaux, paragouvernementaux et privés aux niveaux québécois, canadien et international.

Les activités de l'INRS-Urbanisation

L'institut se voue principalement à la recherche orientée, fondamentale et appliquée. De plus, il se consacre à la formation de chercheurs et à des efforts dans divers autres domaines regroupés sous l'appellation "services à la collectivité". Toutes ces activités sont définies dans une programmation sexennale de recherches périodiquement remise à jour.

La recherche

La vocation première de l'institut repose sur le développement urbain et régional. Les recherches et les travaux dépassent le cadre du Québec et touchent d'autres villes et régions du Canada. Les pays étrangers font aussi partie des préoccupations du centre de recherches parmi lesquels figurent des nations en voie de développement.

Les activités de l'INRS-Urbanisation embrassent plusieurs disciplines et empruntent les méthodes et les techniques des sciences sociales. Les chercheurs qui y travaillent ont acquis une réputation qui dépasse les frontières du pays. Leurs travaux prennent la forme de rapports, de documents de travail, d'articles, de conférences et de thèses provenant de projets de recherches conjoints ou commandités.

L'espace régional

L'axe de recherche principal de l'organisme est le développement régional dans ses dimensions économiques, démocratiques et politiques. Des études ont été réalisées sur les flux inter-régionaux de biens, de services et de la population à l'intérieur du Québec et sur les échanges des régions du Québec avec le reste du Canada et le reste du monde.

La démographie et l'économie spatiale font l'objet de recherches telles que l'impact de l'immigration internationale sur l'économie du Québec, l'influence du vieillissement de la population sur le développement...

De plus, l'institut s'est forgé une tradition solide dans l'analyse des institutions locales et municipales. Actuellement, ses travaux portent sur l'organisation et la typologie des MRC.

L'espace métropolitain

L'INRS-Urbanisation accomplit aussi un grand nombre de recherches sur l'espace urbain. L'aménagement du territoire québécois et montréalais, le zonage agricole, les loisirs, le tourisme, les parcs récréatifs, le transport urbain sont autant de sujets traités. Afin de leur donner suite, l'institut se penche sur la compréhension de la dynamique sociale et économique de grandes agglomérations urbaines, des rapports avec la migration...

Sous le thème tourisme, une étude sur l'aspect socio-historique des résidences secondaires dans la région des Laurentides et sur l'intervention de l'État concernant leur implantation est en cours présentement. Les effets de la retraite sur les départs en vacances, le tourisme à Montréal, les lieux et l'architecture de villégiature au Québec... sont autant d'études réalisées par ce centre de recherches.

Les services à la collectivité

L'INRS-Urbanisation possède une banque de données à caractère social et économique sur Montréal, sur d'autres régions du Québec ainsi que sur le reste du Canada.

Les chercheurs et, dans certains cas, le public disposent des services de documentation, de cartographie, de cartothèque et d'informatique.

Les publications

Environ 500 articles, rapports, livres, notes

de recherches et communications ont été produits jusqu'à ce jour par les membres de l'INRS-Urbanisation. On peut en retrouver la liste au centre de documentation de l'institut. Ce dernier a édité jusqu'à maintenant une cinquantaine de titres sous les collections *Études et documents*, *Rapports de recherches* et *Questions urbaines et régionales*; cette dernière est éditée conjointement avec les Presses de l'Université du Québec. De plus, d'autres textes ont paru dans des revues scientifiques.

L'INRS-Urbanisation est co-éditeur de la *Revue Canadienne des sciences régionales* et il participe à la revue *Actualité Immobilière*.

La liste suivante présente quelques titres des travaux réalisés par l'INRS-Urbanisation;

OPDQ et SAMSON, Marcel, collaboration *Le Tourisme à Montréal*, Vol. 1 La fréquentation touristique de Montréal et les grands variables qui l'influencent, OPDQ, avril 1983.

OPDQ, Econosult et SAMSON, Marcel, collaboration *Le Tourisme à Montréal*. Agences de voyages, axes de transport touristique et produit touristique, avril 1983, 200 p. et annexe.

TELLIER, Luc-Normand, BOILEAU, Gilles et ROUSSELLE, Jean. *La problématique et l'aménagement des voies fluviales de l'archipel de Montréal*. Rapport du comité de consultation, Québec, Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation, 1982, 116 p.

N.B. Je remercie vivement M. Marcel Samson, professeur-chercheur à l'INRS-Urbanisation, et Mme Ginette Casavant, bibliothécaire, pour leur aide précieuse à la rédaction de cet article.